

Retrouvez l'interview
de Gary Shapiro,
Président
du Consumer
Electronics Show
(Page 9)

P.10 - 11 > Retour sur la conférence sécurité
numérique et la Garden party 2017

Retour sur la Garden Party 2017
en présence de Guillaume Poupard,
Directeur Général de l'Agence Nationale
de la Sécurité des Systèmes d'Informations
(ANSSI)

P.12 > Actu Juridique

Représentants d'intérêts :
n'oubliez pas de vous déclarer !

>> Sommaire

<u>Interprofession</u>	4
<u>Actu des adhérents</u>	5
<u>Notre profession</u>	8
<u>Interview - Gary Shapiro</u>	9
<u>Retour sur la conférence sécurité numérique et la Garden party 2017</u>	10
> <u>Juridique</u>	12
> <u>Sécurité Numérique</u>	13
> <u>Europe</u>	14
> <u>International</u>	15
> <u>Interview Normalisation</u>	16
> <u>Normalisation</u>	17
> <u>Numérique</u>	18
> <u>Environnement</u>	20
> <u>Emploi/Formation</u>	21
> <u>Financement/Innovation</u>	22
<u>Publications d'intérêt</u>	23

Interprofession

MEDEF



Le MEDEF lance une Coalition Numérique

Lancé en décembre 2016 par la Commission européenne en coopération avec les Etats membres, les entreprises, les partenaires sociaux, les ONG et les acteurs de l'enseignement, le projet Digital Skills and Jobs Coalition a pour objectif de contribuer à répondre à la forte demande de compétences numériques en Europe, qui sont devenues indispensables sur le marché du travail et dans la société.

[En savoir plus](#)

Relance des travaux du Comité Intelligence Economique et Stratégique

Le MEDEF relance les travaux du Comité Intelligence Economique et Stratégique. Présidé par Dominique Lamoureux, ce comité se réunira le jeudi 9 novembre prochain à partir de 9h00 au MEDEF. Jean-Baptiste Carpentier, Commissaire à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economiques, sera l'invité de cette réunion. Si vous souhaitez y participer, nous vous prions de bien vouloir vous adresser à Pascal PERROCHON à l'adresse suivante : pperrochon@fieec.fr

Lancement d'un accélérateur d'investissement

Le MEDEF a lancé le 3 octobre 2017 une plateforme destinée aux PME afin de leur procurer des réserves en fonds propres, en plus du crédit bancaire classique et leur permettre ainsi de se développer. [En savoir plus](#)

Retour sur l'Université d'été 2017

La 19ème Université d'été du MEDEF s'est achevée par un vif succès et un regain de dynamisme pour la confiance et la croissance en France.

Retrouvez le communiqué de presse [ici](#)

Nomination

Elisabeth Tomé-Gertheinrichs est nommée Directrice général adjointe en charge des politiques sociales du Medef
[Lire le communiqué de presse](#)

SIA



JOURNÉE D'ÉTUDE - SIA BIG DATA applications et conditions de réussite pour l'automobile

La Société des Ingénieurs de l'Automobile organise une journée d'étude « Big data : applications et conditions de réussite pour l'automobile » le 30 novembre 2017 au ENSAE ParisTech de Palaiseau. [Cliquez sur ce lien](#) pour vous inscrire.

GFI



02 OCTOBRE 2017 Rencontre avec Bruno Lemaire

Dans son discours présenté à Bercy le 2 octobre dernier, Bruno Le Maire, Ministre de l'économie, a officiellement lancé la French Fab. Cette initiative publique regroupe l'ensemble des PME, ETI et grands groupes industriels pour que la France industrielle se mette en réseau, attire les talents et accélère sa dynamique de croissance. Veuillez retrouver [ici](#) le communiqué de presse diffusé par Bercy.

FFB



RETOUR SUR LES 24H DU BÂTIMENT

Notre Président, Gilles Schnepf, est intervenu à l'occasion des 24H du bâtiment organisées par la FFB le 6 octobre dernier en présence de Geoffroy Roux de Béziers et Julien de Normandie, secrétaire d'état, sur le bâtiment du futur.



Actu des adhérents



4^{ème} rendez-vous de la filière électrique le 29 novembre 2017 à Paris

Cette manifestation s'articulera autour d'un programme dynamique, qui permettra de débattre lors de tables rondes sur des thèmes innovants liés à notre environnement filière et métiers tels que :

- * les objets connectés, enjeux et opportunité,
- * les nouvelles attentes de l'utilisateur via ses nouveaux usages digitaux,
- * les nouveaux défis liés au big data et à l'intelligence artificielle,
- * le new distributeur, vision de l'avenir de la distribution professionnelle et du distributeur du futur.

A cette occasion, la FGME présentera également son annuaire, élaboré sous une forme nouvelle « numérique et interactive », et lancera sa première application pour smartphone.

Alain Fragnaud nouveau Président de la FGME

Alain Fragnaud a été élu 22^e Président de la FGME lors de l'AG du 26 juin 2017. Il prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2018 et succèdera à Richard Chéry qui exerça la présidence pendant deux mandats.



Les 22^{èmes} Trophées du SPDEI placés sous le signe de l'industrie du futur

Le SPDEI organise ses 22^{èmes} Trophées le 23 novembre prochain. Cet événement, récompensant de manière conviviale et festive les fabricants les plus engagés aux côtés de la distribution, sera notamment marqué par la tenue d'une conférence intitulée « L'industrie électronique du futur, enjeux et opportunités pour la filière et l'industrie française » et réunira Vincent Bedouin, Président de Lacroix et de We Network (co-organisateur du World Electronic Forum) et Eric Jourde, Délégué général de la FIEEC.



JRE -LILLE - 06 DÉCEMBRE 2017 L'électronique innove dans les transports en hauts-de-France

ACSIEL organise en 2017 plusieurs JRE dans différentes régions attractives pour ses adhérents.

Ces journées sont axées sur des rencontres professionnelles, des tables rondes, des stands...

Pour ce second semestre, ACSIEL et i-Trans, en partenariat avec Cap'tronic et l'Université de Lille, organisent le mercredi 6 décembre 2017 la toute première JRE (Journée Régionale de l'Électronique) en Hauts-de-France autour de la thématique : « L'électronique innove dans les transports en Hauts-de-France ».

[En savoir plus](#)



L'ACN et Hexatruster ont réagi au projet rendu public, le 13 septembre dernier, par la Commission européenne qui ambitionne de redéfinir le mandat et le rôle de l'ENISA et propose de créer un nouveau schéma européen de certification en matière de cybersécurité. Si l'ACN et Hexatruster en partagent pleinement les objectifs, ils n'en restent pas moins inquiets sur les risques extrêmement importants qui seraient induits par la mise en œuvre de ce texte en l'état.

En savoir plus / Lire la position ACN / Hexatruster : www.confiance-numerique.fr

Le GIFAM présente les résultats d'une nouvelle étude consommateur au grand public !

Le 28 septembre dernier, la Commission Thermique du GIFAM a présenté à la presse grand public [les résultats d'une nouvelle étude consommateur GIFAM-Toluna 2017](#). A travers cette étude, les fabricants ont souhaité comprendre les bénéfices observés par les utilisateurs qui ont changé leurs appareils de chauffage ou chauffe-eau électriques. Celle-ci nous enseigne que les utilisateurs constatent une amélioration significative du confort thermique ainsi que de réelles économies d'énergie. Par ailleurs, les appareils de nouvelle génération sont aujourd'hui devenus partie intégrante du concept de « maison connectée ».



La nouvelle publication du Gimélec sur la Révolution des données au cœur de l'Industrie du Futur

Le 20 septembre dernier, le Gimélec présentait à la Maison de la Mutualité sa nouvelle publication «La révolution des données est au cœur de l'Industrie du Futur ». Pédagogique et riche de nombreux témoignages, elle tend à montrer les différents cheminements des données ainsi que les nouvelles valeurs ajoutées générées par ces dernières.



La révolution des données est au cœur de l'Industrie du Futur. La donnée est l'enjeu des prochaines années et celui qui la produira, la gèrera, la valorisera... sera le leader de demain.

Télécharger la brochure [« La révolution des données est au cœur de l'Industrie du Futur »](#)

Le Sycabel a célébré son 100^{ÈME} anniversaire !

Le SYCABEL a célébré son centième anniversaire entouré de ses nombreux partenaires le 21 septembre – Salle Wagram à Paris. La soirée a été l'occasion de présenter le livre « Au fil du câble » édité spécialement pour la circonstance et remis aux participants. Le Président du SYCABEL, Laurent Tardif, a rappelé ce qui fait la force du syndicat et de son industrie, notamment un travail normatif soutenu mené en cohésion avec l'ensemble de la filière électrique, des investissements constants dans le domaine de la R&D pour répondre aux évolutions technologiques, en premier lieu celles des infrastructures d'énergie et de télécommunications en pleine mutation. L'industrie du câble et des matériels de raccordement en France reste dynamique comme l'attestent la part des exportations qui s'élève à 40% de la production et les projets portés par le syndicat : création du label CABLE de FRANCE, mise en place de la plateforme CABLE BASE et accompagnement de la mise en œuvre du Règlement Produits de Construction pour les câbles : guide de mise



L'AFNUM EST PARTENAIRE DU WORLD ELECTRONIC FORUM (WEF), QUI SE DÉROULERA À ANGERS, DU 24 AU 28 OCTOBRE 2017



L'AFNUM souhaite mettre ainsi en avant l'engagement de la France dans les industries numériques et la présence sur notre territoire de nombreuses entreprises et savoir-faire. Au cœur des objets connectés, les technologies radio, télécoms, et informatiques, qui sont représentées à l'AFNUM, se complètent pour faire émerger les réseaux de demain. Pour soutenir et promouvoir cet événement d'envergure internationale, le Maire d'Angers est venu rencontrer les membres de l'AFNUM lors d'un dîner qui s'est déroulé le 5 septembre dernier. L'AFNUM parraine avec la Ville d'Angers le Dîner du vendredi 27 octobre.

L'AFNUM EST PARTENAIRE DU SALON DE LA PHOTO :

Du 9 au 13 Novembre 2017 l'AFNUM est partenaire du salon de la Photo qui se tiendra à Paris à la porte de Versailles : venez-nous retrouver au stand « l'impression dans tous ses états ».

Le 23 juin 2017, suite à la fusion du SFIB avec l'AFNUM, Maxence Demerlé a été nommée Déléguée Générale de l'AFNUM.



Nouvelles références pour la rénovation de l'éclairage des bâtiments (RT par éléments)

- Les arrêtés récemment publiés sur l'éclairage intérieur public ou privé sont l'opportunité de rénover les installations obsolètes et de réduire de façon importante la facture d'électricité due à l'éclairage. Le Syndicat de l'éclairage a publié un communiqué qui explicite ces nouvelles références sous l'angle des installations d'éclairage.

Les principales exigences du texte sont les suivantes :

- il s'étend à l'éclairage des parties communes en habitat collectif (sauf pour l'éclairage extérieur), avec une obligation de gradation ou d'extinction par la détection d'absence dans les couloirs, les parkings... ;
- il impose, uniquement en non résidentiel, de profiter des apports gratuits de lumière du jour ;
- il abaisse le plafond de puissance installée pour l'éclairage, uniquement en non résidentiel. »

Plus d'informations sont disponibles en [cliquant ici](#)

- Le Syndicat de l'éclairage a organisé le 10 octobre dernier une conférence dans les locaux de l'Espace Hamelin, présentant les résultats de l'enquête CEREN (Centre d'Études et de Recherches Economiques sur l'Énergie) sur l'éclairage des bâtiments de bureaux en 2017.

Julien Arnal nouveau Président du Syndicat de l'Éclairage

Julien Arnal a été élu nouveau Président du Syndicat de l'éclairage. Depuis 2014, il est Directeur Général et gérant de Erco pour la France, le Benelux et les pays d'Afrique francophone.



« Quels sont, à vos yeux, les principaux défis que doivent relever les entreprises de votre profession ?

Toute la chaîne de valeur est concernée par la rénovation de l'éclairage, avec en première ligne les utilisateurs de la lumière. Qu'il s'agisse de l'éclairage extérieur public, ou de l'éclairage intérieur des bâtiments, il est indispensable de moderniser toutes les installations datant d'avant 2000.

Le Syndicat de l'Éclairage mène de nombreuses actions collectives. Quelles actions prioritaires souhaitez-vous mettre en place sous votre présidence ?

Nous allons continuer à militer pour que le lot éclairage puisse exister dans les appels d'offres, comprenant l'étude, la fourniture, l'installation et la maintenance. Ce lot est d'ailleurs aujourd'hui finançable pour les maîtres d'ouvrages privés, y compris sous forme de location pure par des banques.

En tant qu'adhérent à la FIEEC, quelles sont vos principales attentes en termes d'actions fédérales et de promotion de la profession ?

La technologie LED, numérique par nature, permet une interaction sans précédent de l'éclairage avec son environnement. Nous poursuivrons cette dynamique auprès de toute la communauté de la filière éclairage en créant des passerelles d'échanges avec d'autres acteurs transversaux autour du numérique, tel que les concepteurs lumières ou bureaux d'étude, les distributeurs et les installateurs, ainsi qu'avec les industriels représentés au sein des syndicats de la fédération afin d'enrichir nos réflexions respectives.»

Julien ARNAL
Président
du Syndicat de l'Éclairage

Notre profession

LE WORLD ELECTRONIC FORUM SE TIENDRA POUR LA 1^{ÈRE} FOIS EN FRANCE, À ANGERS, DU 24 AU 28 OCTOBRE 2017



À cette occasion, se rassembleront de nombreux représentants de fédérations et dirigeants provenant du monde entier, pour discuter des problématiques actuelles et futures du secteur de l'électronique. Cet événement se déroulera dans le cadre de la Connected Week, une semaine dédiée aux objets connectés, où start-up, professionnels et écoles pourront présenter leur expertise et leur innovation.

Vous pouvez retrouver le programme détaillé en [cliquant-ici](#)

LE WEF ET LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE FRANÇAISE

INTERVIEW DE SÉBASTIEN ROSPIDE

Le WEF : révélateur de la filière française et accélérateur vers l'industrie électronique du futur

Après Singapour, Washington, Hong Kong et bien d'autres capitales du monde, Angers accueille du 24 au 28 octobre prochains la 22^{ème} édition du World Electronics Forum.

Porté par la puissante Consumer Technology Association, cet événement est une chance exceptionnelle pour la filière électronique française.

WE Network et les syndicats de la FIEEC, ACSIEL – Alliance électronique, SNESE et SPDEI, développent depuis le mois de juin le socle industriel du World Electronics Forum.

Nous avons abordé cet événement avec deux objectifs : démontrer la force de frappe de nos écosystèmes de conception et de production électronique. Ils donnent des réussites françaises parmi les plus emblématiques – comme le cœur artificiel Carmat, présenté aux fédérations internationales et aux leaders de l'électronique mondiale pendant le WEF.

Et construire avec l'ensemble des experts français et européens – nous en avons rassemblé pas moins d'une centaine - une vision collective pour la filière française et européenne.

A l'issue du WEF 2017, les travaux engagés viendront nourrir le plan d'action WISE by WE Network pour développer l'industrie électronique du futur, et traduire cette vision collective en actions concrètes pour toute la filière. Des rendez-vous annuels de suivi associeront dès 2018 nos partenaires internationaux et en particulier européens présents lors du WEF.

Les industriels français sont ainsi massivement présents dans les rencontres du WEF, portant une nouvelle ambition pour la filière électronique et se projetant vers l'avenir : France is Back !

ELECTRICIENS SANS FRONTIÈRES ET LES INDUSTRIES DES ÉLECTROTECHNOLOGIES PLEINEMENT INVESTIS SUITE AU PASSAGE DE L'OURAGAN IRMA

À la suite des catastrophes sanitaires et humanitaires engendrées par le passage de l'ouragan Irma, Electriciens sans frontières, ONG de solidarité internationale, a monopolisé ses équipes en soutien aux populations locales.

Une forte mobilisation de l'ensemble de ses partenaires s'est ainsi mise en place afin de pallier notamment les dégâts causés aux moyens de télécommunications, à l'alimentation en eau potable et à tout autre problème de sécurité inhérent à ce genre de situation.

Les entreprises de nos professions se sont également impliquées et ont déjà permis la mise en œuvre de plusieurs actions d'importance vitale au regard de cet événement dramatique.

Vous pouvez vous aussi vous engager dans cette démarche solidaire en cliquant sur le lien suivant :

www.electriciens-sans-frontieres.org



UNE ÉTUDE ÉLECTRONIQUE EN COURS

La FIEEC, le SNESE, le SPDEI et ACSIEL aux côtés de la DGE vont participer à une étude sur la cartographie de la filière électronique en France, ses enjeux et les défis à relever. Un appel d'offres a été lancé et un comité de pilotage est constitué. L'initiative

est à saluer en raison de la collaboration entre les syndicats de la filière et avec les pouvoirs publics dont la contribution est substantielle. Cela permettra aussi de pallier le manque de données sur l'électronique mal identifiée dans les multiples applications dont elle fait l'objet.



RÉINVENTER NOS PME : LE RÔLE ESSENTIEL DE LA RSE



Le deuxième ouvrage du Club Rodin, think tank de la FIEEC (Fédération des Industries Électriques, Electroniques et de Communication numérique) présidé par Bernard Bismuth est né de la plume de Gérard Cappelli et de la vive contribution des autres membres du Club. Il propose une structure innovante afin d'éclairer un concept qui devient de plus en plus retentissant dans nos sociétés et au sein du monde de l'entreprise. Ce véritable outil permet une approche facilement saisissable pour les dirigeants et une réelle identification à travers les propos rapportés d'une cinquantaine d'interviewés, tous chefs d'entreprise de type PME et TPE. Le panel interrogé est représentatif des opinions au sujet de la RSE : à travers de véritables convaincus, rares détracteurs et certains peu connaisseurs, le travail des membres du Club Rodin a permis d'aborder le thème avec une vision globale afin de proposer un schéma clair pour accompagner au mieux les dirigeants vers la démarche RSE. Il s'agit là de démistifier le concept, de présenter les bienfaits apportés à travers une réelle intégration des parties prenantes des différents niveaux de l'entreprise. Avec la mise en place de la démarche RSE, le dirigeant peut partager une vision sur le long terme avec ses équipes et développer une relation équilibrée. Il peut contribuer au développement de son territoire, veiller au bien-être de ses salariés et à la gestion des déchets de son entreprise. En somme, de nombreuses actions qui impulsent une réelle dynamique de progrès. La RSE doit trouver sa place dans l'industrie de demain, au sein de laquelle les PME et TPE auront un rôle décisif sur l'emploi et la participation à la chaîne de valeurs de notre filière. Cet ouvrage est la clé d'une bonne compréhension de ces enjeux.

[En savoir plus](#)

Interview



Interview of Gary Shapiro,
Consumer Technology Association's
President and CEO

1) How do you think technology and more precisely connected objects could disrupt the world?

Consumer technology – powered by anytime/anywhere connectivity – holds the promise of a better world. Self-driving technology means safer roads, fewer car accidents and increased mobility for seniors and people with disabilities. Drones aid in disaster relief and deliver medical supplies to areas without roads. Connected wellness devices keep us in closer touch with our doctors – and our loved ones – whether you live across town or across the country. In one way or another, large or small, all of us have been impacted by these technologies. The pace of innovation is lightning-fast. These technologies will touch all of us, improving the lives of everyone on the planet.

2) From your point of view, what could be the main topics of the incoming CES 2018. Do you think Artificial intelligence could be one of them?

CES ® turned 50 this year, but the show never gets old. Every year I'm excited to see the new, awe-inspiring technologies on display at CES. This year, we're diving deep into smart cities. Sensors, 5G connectivity and artificial intelligence combine in amazing ways, reducing traffic congestion, improving infrastructure repair and conserving energy, for example. Cities are investing in self-driving technology, wireless broadband and sensors. And the data collected by these sensors can optimize energy use, improve emergency services and improve quality of life. CTA predicts there will be at least 88 smart cities worldwide by 2025, and 70 percent of the world's population is expected to live in these smart cities by 2050.

Artificial intelligence will be one of the key ingredient technologies over the next decade that has the power to transform our lives for the better. AI is in our cars, homes and health and wellness devices. And our new artificial intelligence marketplace will feature the latest from this promising technology – expect to see much more than just digital assistants. Think cars, health and wellness devices, home security and smart home systems, robotics, agriculture and so much more. And we'll see an increased focus on user value of AI at CES 2017.

3) What is your view about French innovations and its impacts worldwide?

France is a hotbed of innovation and a global advocate for entrepreneurialism and startups. Many government policies encouraged by President Macron support innovation and tech education with a focus on science, technology, engineering and math degrees.

More than 4,900 French attendees came to CES 2017, establishing France among the top five countries represented at the show. And 249 French companies exhibited in Eureka Park, the flagship startup destination at CES, helping make France the second largest exhibiting country, following the U.S.

Retour sur la conférence

« Confiance et sécurité numérique dans un monde connecté (IoT) » ...

La FIEEC a fait des sujets de sécurité et de confiance numérique sa priorité 2017. Une majorité des acteurs concernés sont en effet membres de la Fédération : des offreurs de solutions et logiciels aux utilisateurs en passant par les intégrateurs de ces solutions. C'est dans ce contexte que s'est inscrite la tenue de la conférence « Confiance et sécurité numérique dans un monde connecté (IoT) » le 5 juillet dernier. Cet événement a ainsi connu un franc succès notamment grâce aux riches interventions et échanges avec les experts présents autour de 2 tables-rondes organisées.

La 1^{ère} table-ronde s'est ainsi intéressée aux use cases illustrant les applications de la confiance numérique dans le monde industriel (bâtiment, industrie, safe city etc.) tandis que la 2nd table-ronde a permis de dresser un panorama global des outils de pointe proposés par les entreprises de nos professions.



Gilles SCHNEPP
Président de la FIEEC



Anne BOUVEROT
Vice-Présidente de la FIEEC



Patrick BERTRAND
Vice-Président de la FIEEC



Gérard MATHERON
Vice-Président de la FIEEC - Président d'ACSIEL - Alliance Electronique - Group VP R&D and Public Affairs / Directeur du site de Crolles de STMICROELECTRONICS



Jean-Noël DE GALZAIN
Président d'HEXATRUST - PDG de WALLIX



Laurent DENIZOT
CEO d'EGIDIUM - ACN



Thierry ROUQUET
Président Directeur Général de SENTRYO - TECH.IN FRANCE



Stéphane MOUILLE
Directeur Stratégie des applications mobiles et expert identité numérique de GEMALTO - Vice-Président d'ACN - Vice-Président d'EUROSMART



Marc DARMON
Président du CICS - DGA de l'Activité Systèmes d'Information et de Communication Sécurisés de THALES

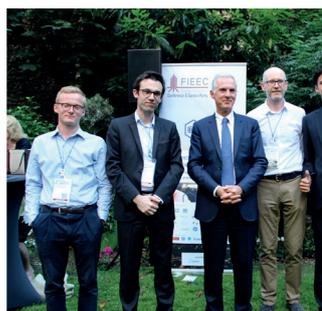
... et la Garden Party FIEEC du 5 juillet 2017

C'est à l'occasion de cette conférence que le dossier thématique FIEEC intitulé « Confiance et sécurité numérique dans un monde connecté (IoT) : Une filière d'excellence en France (PME, ETI et grands groupes) force de proposition » a été présenté. Ce dossier, rédigé à l'aide de nombreuses contributions de nos syndicats adhérents et d'experts en matière de sécurité et de confiance numérique, a vocation à définir les enjeux majeurs de ces sujets complexes du point de vue de nos professions. L'arborescence du dossier permet ainsi d'esquisser une vue globale sur les outils et les use cases spécifiques au monde industriel. En France, nos industries sont en effet de pointe et jouent un rôle moteur dans ce secteur.

Le dossier est disponible sous format numérique [en cliquant ici](#).



A la suite de cette conférence s'est tenue la Garden party annuelle de la FIEEC. A cette occasion, et dans le prolongement de nos travaux collectifs sur la sécurité et la confiance numérique, une médaille d'honneur de la FIEEC a été remise à Guillaume Poupard, Directeur Général de la l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Informations. Ce dernier l'a déjà affirmé à plusieurs reprises : la sécurité numérique est l'affaire de tous et il est essentiel que tous les acteurs concernés dont les industriels, les services politiques et institutionnels travaillent de concert et coordonnent leurs actions afin de diffuser les bonnes pratiques en terme de sécurité numérique et de gagner la confiance des utilisateurs dans les nouvelles technologies.



Contribution à la consultation dans le cadre du Plan National de Prévention des Déchets

Le groupe de travail « prévention des déchets » du Ministère de la transition écologique et solidaire a lancé, dans le cadre du projet de bilan à mi-parcours du plan national de prévention des déchets (PNPD) 2014-2020, une consultation consacrée à l'allongement de la durée de vie des produits ; le réemploi, la réparation et la réutilisation. La FIEEC a activement contribué à la réponse portée par le MEDEF. A l'heure où les projets de directives sur les contrats de vente en ligne de biens et les contrats de fourniture de contenus numériques sont en cours de discussion devant le Parlement européen et le Conseil européen, cette contribution est l'occasion de rappeler que le niveau européen est le seul niveau pertinent pour traiter des questions de durée de vie des produits.

Par ailleurs, notre profession rappelle qu'elle est favorable à l'harmonisation au niveau européen des dispositions applicables aux biens vendus en ligne et en point de vente physique.

Etats généraux de l'alimentation et cadre législatif des relations commerciales

Les réunions de l'atelier n° 7 relatif à l'amélioration des relations commerciales et contractuelles entre producteurs, transformateurs et distributeurs s'achèvent. L'une des mesures phares visant à revoir à la hausse le seuil de revente à perte se confirme.

>> Agenda

- ➔ 4 octobre - Rdv avec le Directeur de cabinet du Secrétaire d'Etat B.GRIVEAUX
- ➔ 10 octobre - réunion avec la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (au MEDEF)
- ➔ 26 octobre à 9h30 prochaine réunion du GT FIEEC données personnelles.

>> Telex

- ➔ La FIEEC publie son guide pratique : Etude juridique BIM
- ➔ [Décret n° 2017-1434 du 29 septembre 2017 relatif aux obligations d'information des opérateurs de plateformes numériques](#)



A RETENIR

Règlement européen données personnelles

Le Règlement européen relatif aux données personnelles entrera en application le 25 mai 2018. Il reste peu de temps pour entamer ou poursuivre la démarche de mise en conformité avec les mesures qu'il prévoit. La FIEEC a lancé un groupe de travail dédié permettant aux entreprises adhérentes aux syndicats membres d'échanger sur les difficultés rencontrées dans cette mise en conformité. [En savoir plus](#)

Un plan d'action est, par ailleurs, mis en place avec les syndicats membres afin de sensibiliser les entreprises sur les outils et propositions d'accompagnement proposées par la Fédération (guide, formations...)

Attention aux échanges d'informations au sein des organisations professionnelles

Le 6 juillet dernier, la Cour d'appel de Paris a confirmé une décision de l'Autorité de la concurrence du 29 septembre 2016 qui condamnait à 2,31 millions d'euros d'amende un syndicat professionnel et ses adhérents pour avoir échangé des informations illicites pendant une dizaine d'années. [En savoir plus](#)

La FIEEC proposera prochainement un nouveau petit déjeuner de sensibilisation sur le sujet.

Représentants d'intérêts : n'oubliez pas de vous déclarer !

Depuis le 3 juillet dernier, le télé-service de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique est accessible. Organisations professionnelles et entreprises sont concernées dès lors qu'un dirigeant, un employé ou un membre exerce une activité principale ou régulière qui consiste à entrer en communication avec un responsable public (visé par les textes) en vue d'influer sur la décision publique. Vous avez alors jusqu'au 31 décembre 2017 pour vous déclarer.

[En savoir plus](#)

Pour toute question relative à ces sujets, n'hésitez pas à contacter Julie MACAIRE, Chef de service Affaires juridiques de la FIEEC.

> Sécurité Numérique

Ancis REGNIER - aregnier@fieec.fr

1^{ère} rencontre du Club du droit et de la confiance numérique

Le Club du droit et de la confiance numérique se réunira pour la première fois le mercredi 18 octobre prochain lors d'un petit-déjeuner. Cette première session permettra notamment aux juristes des entreprises de nos professions et tout adhérent intéressé d'échanger avec des avocats spécialisés dans les sujets de sécurité numérique, cybersécurité, traitement des données etc. A cette occasion, les entreprises pourront exposer les obstacles auxquels elles sont confrontées et obtenir des réponses à leurs interrogations grâce aux interventions de ces avocats. Si vous souhaitez vous inscrire à cette première rencontre, n'hésitez pas à contacter Ancis Régnier à l'adresse suivante : aregnier@fieec.fr.

Publication du dossier FIEEC sur la confiance et la sécurité numérique

Le dossier FIEEC intitulé «Confiance et sécurité numérique dans un monde connecté (IoT): Une filière d'excellence en France (PME, ETI et grands groupes) force de proposition» a été récemment publié. Il apporte un éclairage sur les enjeux complexes de sécurité et de confiance numérique rencontrés dans nos professions (industriels qui sécurisent le numérique, les intégrateurs des solutions et logiciels et leurs utilisateurs). Nous remercions à nouveau l'ensemble de nos adhérents pour leurs vives participations et contributions à ce dossier.

[En savoir plus](#)



>> Agenda

➔ 18 octobre de 8h30 à 10h30 : 1^{ère} rencontre du Club du droit et de la confiance numérique

Point sur le projet de European Cybersecurity Act de la Commission européenne

A l'occasion du discours sur l'état de l'Union prononcé par le Président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER, la Commission européenne a présenté le 13 septembre dernier, une série de mesures relatives à la cybersécurité, dont notamment une communication intitulée « Resilience, Deterrence and Defence : Building strong cybersecurity for the EU » ainsi qu'une proposition de règlement sur l'ENISA et la certification des TIC en matière de cybersécurité.



Ce projet de règlement ambitionne de redéfinir le mandat et le rôle de l'ENISA et propose de créer un nouveau schéma européen de certification en matière de cybersécurité. Les objectifs de la Commission européenne sont d'harmoniser les règles encadrant les dispositifs de cybersécurité en Europe en proposant un nouveau processus d'élaboration des schémas de certification applicable à tous les secteurs. Les certifications issues de ce schéma seraient valables dans l'ensemble des Etats-membres.

Ce principe de certification unique est une avancée utile et contribuerait à simplifier l'accès de l'ensemble des secteurs aux solutions de cybersécurité.

Pour autant, le projet de texte proposé comporte également de nombreux risques. Plus particulièrement, le rôle uniquement consultatif pour l'élaboration des schémas de certification prévu pour les Etats-membres, les autorités nationales (ANSSI) et les industriels des secteurs concernés posent question. Par ailleurs, la faculté de contrôle accordée aux seules autorités nationales d'un pays sur la mise en œuvre de la certification sur son territoire fait craindre une absence d'homogénéité dans les niveaux de sécurité réels des certificats émis dans certains Etats, crainte renforcée par la validité automatique de la certification dans tous les Etats Membres. Enfin, le nouveau projet propose de faire table rase de l'existant : dans ce contexte, il semble également important que l'acquis stratégique européen en matière de certification développé à travers les initiatives françaises et allemandes soit repris dans le nouveau corpus, afin d'en préserver les effets positifs en termes de sécurité et de souveraineté.

La FIEEC suivra attentivement les évolutions de ce projet et nous vous tiendrons informés régulièrement de sa progression.

Discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission européenne

Jean-Claude Juncker a présenté le 13/09/2017 son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen. Ce dernier est accompagné d'une feuille de route et d'une lettre d'intention comportant un programme législatif détaillé d'ici fin 2018, mais aussi les grandes orientations de l'UE d'ici 2025. Les principales priorités sont notamment les mesures sur l'économie circulaire, l'adoption du Winter Package sur l'énergie et le climat et la mise en œuvre du Marché unique du numérique. Ce dernier volet comporte en particulier une stratégie en matière de cybersécurité, une proposition de règlement relative à la certification des TIC en matière de cybersécurité, une proposition de règlement sur la libre circulation des données et l'adoption rapide de 14 propositions législatives destinées à parachever le marché unique du numérique. M. Juncker a également annoncé à cette occasion une communication sur la politique industrielle.

[En savoir plus](#)



>> Agenda

- ➔ 20 novembre: Colloque FIEEC-ZVEI sur la cybersécurité au Parlement européen
- ➔ 22 et 23 novembre : Assemblée Générale d'Orgalime à Bruxelles
- ➔ 01 décembre : GT Politique industrielle et numérisation d'ORGALIME



>> Telex

- ➔ La part de l'industrie dans le PIB européen a cru de 14,7% en 2009 à 16,1% en 2016*.

* Source Commission Européenne

- ➔ [Communiqué de presse](#) d'ORGALIME sur la politique industrielle européenne



A RETENIR

Une vision à horizon 2025

Pour préparer l'avenir de l'UE d'ici 2025, M. Juncker a annoncé une proposition relative au futur cadre financier pluriannuel après 2020 (prévue en mai 2018), un document de réflexion «Vers une Europe durable d'ici à 2030» sur les suites à donner aux objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique et une communication sur l'avenir de la politique énergétique.

Création d'une journée de l'industrie européenne

A l'issue d'une première édition le 28 février dernier, la Commission européenne a décidé de lancer une journée de l'industrie européenne chaque année. En 2018, cette journée servira de base de réflexion aux travaux sur les Key Enabling Technologies (KET) et les projets d'intérêt communs européens.

La surveillance du marché parmi les priorités de l'UE

Le paquet sur la surveillance du marché et la reconnaissance mutuelle a été confirmé lors du discours sur l'état de l'Union de M. Juncker. Il pourrait être présenté mi-décembre prochain. Il sera accompagné également de mesures destinées à moderniser le régime juridique des droits de propriété intellectuelle.

Des mesures en faveur de la mobilité

La Commission européenne a également présentée des propositions intitulées «Mobilité et changement climatique» (ex. mesures législatives sur les véhicules propres, les règles communes pour le transport combiné de marchandises, accélération du déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs).

Une nouvelle stratégie industrielle pour la Commission européenne

Comme suite à la demande d'Orgalime, la Commission a présenté une communication sur la politique industrielle le 13/09/2017 afin de faire face aux défis persistants. Celle-ci s'appuiera notamment sur un approfondissement du Marché intérieur avec un paquet sur la surveillance du marché, le marché unique du numérique, la création d'un nouveau Groupe sur les technologies clés (KET) et une plateforme européenne des initiatives Industrie du futur. [En savoir plus](#)

> International

Pascal PERROCHON - pperrochon@fieec.fr

L'accord de libre-échange avec le Canada : Des avancées non conclusives

Le 21 septembre, l'accord de libre-échange UE/Canada (CETA) est entré en vigueur provisoirement. Il permet aux exportateurs de bénéficier de préférences tarifaires à l'entrée sur le marché canadien ou d'accéder aux marchés publics canadiens aux niveaux fédéral, provincial et municipal.

Mais, le CETA sera pleinement mis en œuvre quand les 38 Parlements régionaux et nationaux des États membres l'auront ratifié, ce qui prendra plusieurs années. Cette ratification ouvrira la voie à la mise en œuvre du mécanisme d'arbitrage prévu pour régler les différends investisseurs/États qui fait l'objet des plus vives critiques de la part des opposants au CETA.

La FIEEC a pu le constater au cours de la réunion du Comité de suivi de la politique commerciale au Quai d'Orsay le 13 septembre, consacrée spécifiquement à l'impact du CETA sur l'environnement, le climat et la santé, suite à la réception par le Premier Ministre d'un rapport d'une commission « d'experts ». Il prône notamment la création d'un comité de suivi du CETA, l'ajout d'un volet environnement/climat, voire que la France soit en faveur de l'introduction d'un veto climatique.

Cette commission est épaulée par les nombreuses ONG membres du Comité, où l'industrie est clairement en minorité. Cependant, la FIEEC a rappelé que le CETA crée de réelles opportunités d'accès au marché nord-américain et regrette que l'Industrie n'ait pas été associée à l'élaboration de ce rapport, alors même que les biens industriels représentent 90 % des échanges commerciaux.

Le Gouvernement présentera fin octobre un plan d'action sur ces questions. Le processus de ratification de l'accord par le Parlement français dans les prochains mois risque d'être compliqué, mais la FIEEC continuera de marteler sa position.

La FIEEC partenaire du guide « dispositif anti-corruption de la Loi Sapin II » du MEDEF

Le MEDEF a élaboré un Guide pédagogique sur la mise en œuvre de l'article 17 de la loi Sapin II entrée en vigueur le 1er juin. Il décrit les obligations générales de prévention et de détection de faits, en France ou à l'étranger, de corruption ou de trafic d'influence :

www.medef.com

Biens à double usage : Forum à Bercy et nouvel arrêté ministériel

La FIEEC a participé au Forum « biens à double usage » le 18 septembre à Bercy, où il a été question de la refonte du règlement communautaire n°428/2009 mais aussi du projet d'arrêté national relatif au contrôle export, import et au transfert de BDU, pour lequel la FIEEC a sollicité l'avis de ses membres.

>> Agenda

- 18 octobre 2017 : participation de la FIEEC au GT sur le BREXIT du MEDEF
- 9 novembre 2017 : participation de la FIEEC à la réunion du Comité Intelligence Economique et Stratégique du MEDEF
- À venir en décembre : Réunion de la Commission des réglementations et des procédures du commerce international (CRDPCI) de la FIEEC

> Interview Normalisation



Suzanne DEBAILLE,
co-rédactrice de l'étude
« l'Internet des objets 2018 – Marchés, technologies, cybersécurité »



La [SEE](#) (Société de l'électricité, de l'électronique et des technologies de l'information et de la communication) publie une étude intitulée : l'Internet des objets 2018 – Marchés, technologies, cybersécurité.

En quoi consiste cette étude ?

L'objet de l'étude est le concept d'Internet des objets ou IoT (Internet of Things).

Elle vise à faire un tour d'horizon complet de l'IoT, d'en préciser la définition, d'en évaluer les enjeux et de passer en revue les technologies-clés qui sont la base de son développement.

Quels sont ces enjeux ?

L'IoT est l'une des technologies de base qui permettra, en France comme dans la plupart des pays industrialisés de gagner quelques points de croissance, évalués à l'horizon 2025 aux environs de 3 à 3,5 % de PIB.

Tous les domaines de l'activité économique et de la vie courante sont concernés et l'IoT n'est pas seulement un facteur de productivité et de création de valeur, il remet en cause les modèles d'affaires traditionnels et ceux qui ne prennent pas à temps le train de l'IoT seront évincés du marché.

Aucun secteur de l'activité économique n'échappe au défi des objets connectés.

L'enjeu s'exprime en termes de productivité mais il se traduit aussi en termes de qualité des services rendus, de sécurité et de confort.

Quelles sont les technologies clés ?

Parmi les techniques qui participent à l'IoT, deux grands domaines se détachent :

- les communications afin d'assurer la connectivité, au travers de l'Internet, avec les objets connectés.
- le traitement et le stockage des données, qui se fait de plus en plus en « infonuagique » (cloud computing).

Pour en savoir plus :

Cette étude dresse un bilan de l'état de l'art de l'Internet des objets et en présente, de façon objective, les perspectives technologiques, économiques et applicatives. Rédigée à l'issue des travaux d'un groupe de travail réunissant de grands acteurs industriels et les meilleurs spécialistes du domaine, elle constitue un document de référence unique destiné à tous ceux qui s'intéressent à l'IoT ou qui souhaitent en tirer parti.

>> Agenda

- 24 octobre - Comité de pilotage de l'UTE
- du 16 au 20 octobre, à Vladivostok - General meeting de l'IEC
- 02 et 03 novembre, à Munich - rencontre technique FIEEC - ZVEI 
- du 25 au 27 octobre à Angers - World Electronic Forum

> Normalisation

Jacques LEVET - jlevet@fieec.fr

Jacques LEVET - VICE-PRÉSIDENT DU COFRAC



Le Comité français d'accréditation (COFRAC) est l'instance nationale chargée de délivrer les accréditations aux organismes intervenant dans l'évaluation de la conformité (organisme certificateur, laboratoire). L'accréditation est une attestation constituant une reconnaissance de la compétence d'un organisme à réaliser des activités spécifiques d'évaluation de la conformité.



Surveillance du marché

La Commission européenne a entrepris une mise à jour des textes relatifs à la surveillance du marché et un premier projet doit être diffusé par la Commission en novembre 2017.

Dans le contexte de cette initiative, la FIEEC a préparé des éléments afin d'établir sa position, qui a été présentée le 14 septembre aux responsables de l'Administration française.

Parallèlement, la FIEEC a fourni une contribution significative à ORGALIME, qui a récemment transmis un position paper reprenant les propositions de la FIEEC, à la Commission européenne.



ORGALIME

[Note - Surveillance du marché](#)

[Orgalime - dopp - market surveillance](#)

Rencontre avec l'ETSI - 4 octobre 2017

La FIEEC a accueilli le 4 octobre dernier le directeur général de l'ETSI accompagné de la directrice de la stratégie. Les échanges ont porté notamment sur les enjeux liés au secteur des technologies de l'information et de la communication, et du numérique. Ils ont permis d'identifier des pistes de collaboration entre la FIEEC et l'ETSI.



Projet « CERTIF'2018 »

Dans le cadre du projet « CERTIF 2018 », se tiendra le 7/11 à Lyon une journée de présentation sur l'évaluation de la conformité. L'objectif est de mieux faire comprendre les enjeux de l'évaluation de la conformité et de montrer qu'elle constitue un levier d'influence permettant à une entreprise de gagner un avantage concurrentiel.



[En savoir plus](#)

>> Telex

- Le Directeur technique de la FIEEC a participé au BT du CENELEC [26-27 septembre 2017 - Dublin]
- Matinée - débat sur l'évaluation de la conformité, organisée par la FIEEC, le 20 octobre 2017 - [Invitation Matinée-débat - Programme](#)
- À venir - Rencontre entre industriels du secteur électronique et de l'Union des Industries textiles



Formation « Enjeux et bénéfices de la normalisation et de l'évaluation de la conformité »

Afin de développer et d'améliorer cette formation, la FIEEC a établi avec les formatrices un questionnaire, destiné aux entreprises.

Il s'agit par ex. d'évaluer si les décideurs sont convaincus de la valeur ajoutée qu'apportent la normalisation et l'évaluation de la conformité en termes de performances et de compétitivité.

[Programme Formation Normalisation](#)

[Questionnaire sur la Formation à la normalisation](#)

L'IEC vient de mettre en place un Strategic Group (SG12) sur le thème de la transformation numérique (Digital Transformation) :

Ce groupe, présidé par les Etats-Unis, aura pour mandat :

- Define the aspects of the Digital Transformation that are relevant to the IEC and standardization activities;
- Identify emerging trends, technologies and practices needed for the development, delivery and use of IEC's work;
- Provide a link between IEC's activities and those of external entities (e.g. ISO, ITU, etc.) and the technical work under supervision of IEC;
- Provide a platform for relevant discussion and collaboration with internal and external participation.

INTERVIEW

M. Marc Leblanc, Directeur Commercial Europe du Sud du Groupe Prysmian, Sycabel, devient Président d'Objectif fibre



Regroupant les équipementiers, les opérateurs, les installateurs et les industriels des réseaux d'initiative publique, Objectif fibre se donne pour mission d'amplifier ses actions majeures engagées en 2009 en matière de bonnes pratiques, de formation et de normalisation,

au bénéfice du déploiement opérationnel de la fibre optique sur notre territoire. Il apparaît à ce titre essentiel de promouvoir notamment la standardisation des réseaux de distribution optiques mais aussi leur qualité, leur pérennité et leur interopérabilité, au bénéfice de la connectivité de nos concitoyens.

Au titre d'Objectif fibre et de la FIEEC, je tiens à remercier vivement Jean-Pierre BONICEL, à qui je succède en tant que Président, pour son engagement constant en ce sens.

L'installation de la fibre optique reste un enjeu majeur pour notre économie et notre société auquel Objectif fibre souhaite apporter, en lien avec les Pouvoirs publics et le Plan France Très Haut Débit, des réponses efficaces. Le développement des guides pratiques et l'amélioration de la formation aux métiers du THD, notamment via le référencement des centres de formation vise à y répondre.

La mise en œuvre de l'Engagement pour le Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) signé en novembre 2016, qui s'est traduit par la présentation d'une étude sur les besoins en emplois, formations et compétences le 4 octobre dernier en est une autre illustration forte et témoigne de notre investissement total pour relever ces défis.



La cybersécurité au cœur de l'actualité européenne

La Commission a présenté le 13 septembre dernier une série de mesures relatives à la cybersécurité.

Il comporte notamment une communication intitulée « Resilience, Deterrence and Defence : Building strong cybersecurity for the EU » et une proposition de règlement sur l'ENISA et la certification des TIC en matière de cybersécurité. Il vise à instaurer un système de certification européen volontaire en matière de cybersécurité afin d'assurer un niveau adéquat de sécurité des produits et services Technologies de l'Information et de la Communication au sein de l'UE. Les schémas de certification seront préparés par l'ENISA sur demande de la Commission européenne. Par ailleurs, une communication sur la mise en œuvre de la Directive 2016/1148 sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information (NIS) et une recommandation sur la réaction coordonnée aux incidents et crises de cybersécurité majeurs ont également été proposées.

La DGE consulte sur l'IoT

Dans le cadre d'une réflexion interne, la Direction Générale des entreprises a lancé une consultation sur les grands enjeux liés à l'Internet des objets (big data, interopérabilité, gestion de l'énergie...). Ses résultats auront pour vocation à contribuer à la conception de la politique publique en la matière à moyen terme.

La Commission européenne vise la libre circulation des données dans l'UE

Dans le cadre d'une proposition de règlement présentée le 13/09, les nouvelles obligations nationales de localisation des données devront être notifiées et ne seront autorisées que si elles répondent à des motifs de sécurité public. Les exigences nationales existantes devront être supprimées sous 12 mois sauf justification expresse.

>> Agenda

- ➔ 12 octobre à 15h : Commission numérique de la FIEEC
- ➔ 17 novembre à 9h : Assemblée plénière d'Objectif fibre
- ➔ 06 décembre : Evénement de présentation du Guide «Locaux individuels»

>> Telex

- ➔ [Communiqué de presse](#) de l'étude dans le cadre de l'EDEC

> Environnement

Florence MONIER - fmonier@fieec.fr et Anne-Charlotte WEDRYCHOWSKA - acwedrychowska@fieec.fr

Étiquetage énergétique: changement de cadre réglementaire en Europe

Initiés en 2015, les travaux de modification du cadre réglementaire de l'étiquetage énergétique en Europe ont abouti avec l'adoption du Règlement 2017/1369 du 4 juillet 2017 établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique et abrogeant la directive 2010/30/UE. Ce nouveau cadre réglementaire poursuit 2 objectifs principaux: revenir à un classement de A à G là où les améliorations technologiques avaient entraîné la création des classes A+, A++ ou A+++ et renforcer la surveillance du marché par la création d'une base de données européenne des produits. Sur ce dernier point, la profession reste en alerte quant aux questions de protection du secret industriel et commercial et appelle les autorités à renforcer les contrôles de terrain sur le respect des exigences d'étiquetage et d'éco-conception des produits liés à l'énergie.

[En savoir plus](#)

Nouvelle impulsion du gouvernement pour la transition énergétique

Après le Plan Climat de juillet 2017, le gouvernement poursuit le déploiement de mesures pour accélérer la transition énergétique. Le paquet solidarité Climatique, le Grand Plan d'investissement d'avenir, la révision de la stratégie nationale bas carbone focalisent sur la rénovation des bâtiments des ménages précaires et des bâtiments publics, ainsi que la conversion des véhicules polluants. Sur le plan fiscal, sont prévues des évolutions du CITE transformé à terme en prime ainsi que l'accélération de la trajectoire de la taxe carbone d'ici à 2030. [En savoir plus](#)

>> Telex

- ➔ Publication de la 2ème édition du Guide du MEDEF, réalisé avec le concours de Deloitte et EY, sur le Reporting RSE - [En savoir plus](#)
- ➔ Eco-emballages et ecofolio deviennent CITEO [En savoir plus](#)
- ➔ Directive piles et accumulateurs : la Commission européenne a initié un processus d'évaluation et lancé une consultation
 - [une note introductive à la consultation](#)
 - [le questionnaire de la Commission](#)

Rapprochement des éco-organismes DEEE Eco-systèmes et Recylum

Dans un contexte de montée en puissance des objectifs imposés par les pouvoirs publics, les 2 éco-organismes ont annoncé, le 30 juin dernier, leur rapprochement au sein d'une société unique, baptisée ESR, afin de former un seul éco-organisme qui sera chargé de la collecte et du traitement des DEEE ménagers.

En savoir plus en [cliquant ici ou ici](#)

Reporting RSE : la directive européenne (enfin) transposée.

Après un long processus de concertation, la France vient de transposer la Directive européenne sur le reporting extra-financier au sein de son Code de Commerce. Le nouveau dispositif est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er septembre 2017. Il ne s'adresse pas aux SAS, qui restent exclues du champ.

[Ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises](#)

[et son décret d'application n° 2017-1265 du 9 août 2017](#)

REP papier: se préparer à la déclaration à des notices et modes d'emploi

Depuis le 1er janvier 2017, les notices d'utilisation et modes d'emploi sont entrés dans le périmètre de la filière REP des papiers. Ils devront donc être déclarés et contribuer à la filière REP à partir de la prochaine campagne de déclaration début 2018. Afin d'accompagner les metteurs en marché sur cette nouvelle obligation, ecofolio a mis en place un processus de déclaration simplifié en utilisant un poids moyen notice défini pour chaque catégorie de produit.

[En savoir plus](#)

A RETENIR

Point sur le paquet déchets européen

Les discussions se poursuivent entre les instances européennes sur la proposition de révision de la directive cadre déchets. Le 3ème trilogue informel a eu lieu le 27 septembre dernier. Si certains points de compromis commencent à être trouvés, des sujets tels que les dispositions relatives aux filières REP n'ont pas encore été abordés. La Présidence estonienne espère malgré tout parvenir à un compromis d'ici la fin de l'année. A noter : les propositions de révision des directives emballages, DEEE et piles et accumulateurs devraient plutôt être abordées dans le cadre de groupes techniques.



Gilles Saintemarie a rejoint la FIEEC en septembre 2017 comme Responsable certification et éducation nationale en remplacement de Séverine Delavernhe. Vous pouvez le contacter à l'adresse email suivante : gsaintemarie@fieec.fr

Projet de certification « les fondamentaux du numérique »

La DGEFP a initié des travaux sur l'élaboration de plusieurs certifications sur le champ du numérique. En tant que membre du comité CQPI, l'UIMM et la FIEEC ont intégré le groupe de travail et participe à l'élaboration d'une certification sur les « fondamentaux du numérique ».

Conseillers Entreprises pour l'École

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche a annoncé le 22 novembre 2016 une série de mesures visant à développer et structurer les relations entreprises.

Afin de marquer concrètement ces évolutions, l'académie de Nice sollicite la FIEEC et ses syndicats pour identifier des Conseillers Entreprises pour l'École

Ces conseillers entreprises pour l'école sont des représentants des professions. Nous recherchons des salariés et ou employeurs reconnus pour leur expertise dans le secteur de l'électricité, l'électronique et de la communication pour représenter le secteur auprès des acteurs du système éducatif.

Si vous avez des profils intéressés, merci de nous faire parvenir leurs coordonnées à l'adresse suivante : gsaintemarie@fieec.fr

EDEC Fibre Optique

Le premier comité de pilotage de l'EDEC Fibre optique a eu lieu le 19 septembre 2017 à la DGEFP. Lors de cette réunion ont été présenté le cadre de travail de l'EDEC Fibre Optique ainsi que les premiers éléments de synthèse de l'étude portant sur les besoins en emplois, compétences et formation liés au déploiement de la fibre optique. Les résultats de cette étude seront présentés lors de l'événement « Bilan et avenir de la formation dans le secteur de la fibre optique » qui se tiendra le 4 octobre 2017 de 9 h 30 à 13 h à la FFB.

Objectif Fibre : prochaine commission de référencement des organismes de formation

La prochaine commission de référencement **OBJECTIF FIBRE** Objectif fibre des organismes de formation se réunira le 31 octobre 2017.

7 dossiers de première demande de référencement et un renouvellement ont été enregistrés. Actuellement, 31 organismes de formation, répartis sur tout le territoire, sont référencés Objectif fibre.

Charte Qualité FIEEC



Les membres du groupe des centres de formation adhérents à la Charte Qualité FIEEC se sont réunis les 11 et 12 juillet dernier dans les locaux de GE GRID Solutions à Aix-les-Bains à la suite de l'audit du centre de formation Technical Institut

Aix-les-Bains (TIA). Cet audit s'est déroulé en vue d'un renouvellement de l'adhésion de GE GRID Solutions à la Charte qualité FIEEC. Considérant que le centre de formation respectait l'ensemble des 11 points de la charte, il a été émis un avis favorable au renouvellement de son adhésion pour une durée de 3 ans.



> Financement / Innovation

Eric THIERCELIN - ethiercelin@fieec.fr

Remise du Prix FIEEC de la Recherche Appliquée 2017

Le 18 octobre prochain se tiendra la remise du Prix de la Recherche Appliquée. Cet événement pérenne se poursuit pour la 7ème année consécutive et bénéficie à nouveau du soutien des Instituts Carnot, du F2I, de l'ANR, de BPI France ainsi que de CentraleSupélec et du Club Rodin. Cette année encore ce prix récompense les collaborations réussites en vue de générer de la croissance et des emplois entre des chercheurs et des PME-ETI dans les secteurs de l'électrique, l'électronique, le numérique ou la mécanique. Les trois vainqueurs se verront remettre respectivement 10 000€, 7500€ et 5000€.



Création de l'European Innovation Council

Le «Lamy report» a été publié en juin dernier et propose 11 recommandations afin d'encourager l'innovation et les investissements en Europe. Une de ces recommandations incite à la création d'un European Innovation Council qui aurait pour objectif de supporter les acteurs innovants en Europe.

Un groupe de travail a été créé à l'échelle européenne afin de définir ses missions. Il est encore possible d'émettre des commentaires sur ces travaux actuellement en cours. Pour cela n'hésitez pas à vous référer aux liens ci-dessous et transmettre vos remarques auprès d'Anaïs Régnier (aregnier@fieec.fr).

[En savoir plus](#)

Sofitech

C'est le nouveau nom de la CMGM organisme de garantie de financement dont la fieec est administrateur aux côtés d'autres fédérations industrielles et dont les services sont accessibles à tous les adhérents des syndicats.

[En savoir plus](#)

Projets fiscaux

Outre la transformation du CICE, le gouvernement a annoncé la diminution progressive de l'IS, la transformation de l'isf en impôt immobilier et un prélèvement unique sur les revenus de l'épargne.

Plutôt de réformer l'IS, l'industrie aurait préféré que l'on s'attaque à la fiscalité des moyens de production.

Evolution du CICE

Le gouvernement a décidé de transformer le CICE en baisse de charges. Si l'on peut préférer une baisse de charges à une ristourne il n'en demeure pas moins que la baisse prévue, en faisant remonter mécaniquement le résultat imposable, engendre un surplus d'IS. Et la diminution programmée du taux de l'impôt sur les sociétés (à 28% pour 2018 pour les bénéfices inférieurs à 500ke) ne suffira à compenser la hausse. L'industrie fait partie des secteurs perdants.

[En savoir plus](#)

>> Agenda

- ➔ 18 octobre : Remise du Prix de la Recherche Appliquée, Paris
- ➔ 18 et 19 octobre 2017 : Les rendez-vous Carnot 2017, Espace Champerret, Paris - [En savoir plus](#)

>> Telex

- ➔ Parution à venir d'un [rapport de l'institut des politiques publiques sur le cir et son impact](#)

> Publications d'intérêt



- [4 Pages de la DGE n° 76 - La mondialisation a amené l'industrie française à se spécialiser sur ses points forts](#)
- [4 Pages de la DGE n° 77 - L'industrie française a amélioré sa compétitivité-prix, mais doit encore renforcer sa compétitivité hors prix](#)



- [Dossier thématique FIEEC « Confiance et sécurité numérique dans un monde connecté \(IoT\) : Une filière d'excellence en France \(PME, ETI et grands groupes\) force de proposition », juillet 2017](#)



- [Rapport d'activité de la FIEEC 2016-2017, juin 2017](#)



- [Réinventer nos PME, le rôle essentiel de la RSE - Le Club Rodin](#)

Syndicats membres



Membres associés



Contact

Si vous souhaitez diffuser les informations
de votre syndicat dans
« Actus syndicats & partenaires »,
n'hésitez pas à nous les adresser :
Anaïs REGNIER (aregnier@fieec.fr)



www.fieec.fr